

1990, chapitre 26
**LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA QUALITÉ
DE L'ENVIRONNEMENT**

Projet de loi 65

présenté par M. Pierre Paradis, ministre de l'Environnement

Présenté le 10 mai 1990

Principe adopté le 21 juin 1990

Adopté le 22 juin 1990

Sanctionné le 22 juin 1990

Entrée en vigueur: le 22 juin 1990, sauf les dispositions des articles 31.46 à 31.51, édictés par l'article 4, lesquelles entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

Loi modifiée:

Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)





CHAPITRE 26

Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement

[Sanctionnée le 22 juin 1990]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. Q-2,
a. 29, mod. **1.** L'article 29 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2) est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

c. Q-2,
a. 30, ab. **2.** L'article 30 de cette loi est abrogé.

c. Q-2,
a. 31, mod. **3.** Cette loi est modifiée par la suppression des paragraphes o, p, q et r de l'article 31.

c. Q-2,
aa. 31.42
à 31.52, aj. **4.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 31.41, de la section suivante:

« SECTION IV.2.1

« DÉCONTAMINATION ET RESTAURATION

« § 1.—*Décontamination et restauration de l'environnement*

Ordonnance
du ministre

« **31.42** Le ministre peut, lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'un contaminant est présent dans l'environnement dans une quantité ou une concentration supérieure à celle établie par règlement adopté en vertu du paragraphe a de l'article 31.52, ordonner à quiconque y a émis, déposé, dégagé ou rejeté le contaminant, en tout ou en partie, et ce, même avant le 22 juin 1990, de lui fournir une étude de caractérisation de l'environnement, un programme de décontamination ou de restauration de l'environnement décrivant les travaux visant à décontaminer ou à restaurer l'environnement et un échéancier de la réalisation de ces travaux.

Ordonnance
du ministre

Le ministre peut également, lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'est présent dans l'environnement un contaminant dont la présence y est prohibée par règlement du gouvernement ou est susceptible de porter atteinte à la vie, à la santé, à la sécurité, au bien-être ou au confort de l'être humain, de causer du dommage ou de porter autrement préjudice à la qualité du sol, à la végétation, à la faune ou aux biens, rendre une ordonnance au même effet à l'égard de quiconque y a émis, déposé, dégagé ou rejeté le contaminant, en tout ou en partie, et ce, même avant le 22 juin 1990.

Contenu

L'ordonnance contient l'énoncé des motifs du ministre et le délai dans lequel doivent lui être fournis les documents. Elle prend effet le seizième jour qui suit celui de sa signification ou à toute date ultérieure que le ministre y indique.

Approba-
tion des
travaux

Dans les soixante jours de la réception des documents, le ministre approuve, avec ou sans modification, les travaux de décontamination ou de restauration projetés et l'échéancier de leur réalisation. Le responsable visé dans l'ordonnance doit, à la demande du ministre, lui fournir dans le délai qu'il fixe tout renseignement, toute recherche ou toute étude dont il estime avoir besoin pour accorder son approbation.

Échéancier

Le responsable visé dans l'ordonnance doit alors exécuter ces travaux conformément à l'échéancier, tels qu'ils ont été approuvés.

Mesures
imposées

« **31.43** Le ministre peut, lorsqu'il constate la présence d'un contaminant dans l'environnement dans une quantité ou une concentration supérieure à celle établie par règlement adopté en vertu du paragraphe *a* de l'article 31.52, ordonner à quiconque y a émis, déposé, dégagé ou rejeté le contaminant, en tout ou en partie, et ce, même avant le 22 juin 1990, de le ramasser, de l'enlever, de le recueillir ou de le neutraliser et de prendre toutes les mesures qu'il lui indique pour décontaminer ou restaurer l'environnement.

Mesures
imposées

Le ministre peut également, lorsqu'il constate la présence dans l'environnement d'un contaminant dont la présence y est prohibée par règlement du gouvernement ou est susceptible de porter atteinte à la vie, à la santé, à la sécurité, au bien-être ou au confort de l'être humain, de causer du dommage ou de porter autrement préjudice à la qualité du sol, à la végétation, à la faune ou aux biens, rendre une ordonnance au même effet à l'égard de quiconque y a émis, déposé, dégagé ou rejeté le contaminant, en tout ou en partie, et ce, même avant le 22 juin 1990.

Contenu

L'ordonnance contient l'énoncé des motifs du ministre, soit la description des travaux et l'échéancier de la réalisation de ceux-ci,

proposés par le responsable qui a fait des représentations en vertu de l'article 31.44 et approuvés, avec ou sans modification, par le ministre, soit la description des travaux qu'il ordonne et l'échéancier de la réalisation de ceux-ci. Elle prend effet le seizième jour qui suit celui de sa signification ou à toute date ultérieure qu'il y indique.

Signification « **31.44** Avant de rendre l'une ou l'autre de ces ordonnances, le ministre signifie à quiconque a émis, déposé, dégagé ou rejeté le contaminant et, le cas échéant, au propriétaire du sol concerné un avis d'au moins 15 jours mentionnant les motifs qui la justifie, le délai dans lequel les documents exigés en vertu de l'article 31.42 devront lui être fournis ou les travaux qu'il pourra ordonner en vertu de l'article 31.43 et l'échéancier de la réalisation de ceux-ci, la date projetée pour la prise d'effet de l'ordonnance, le cas échéant, ainsi que la possibilité pour celui à qui l'avis est signifié et, le cas échéant, pour le propriétaire du sol concerné de faire leurs représentations dans le délai qu'il y indique et la possibilité pour celui à qui est signifié l'avis, de proposer, aux fins de l'article 31.43, les travaux et l'échéancier de leur réalisation.

Rapport Cet avis est accompagné d'une copie de tout rapport d'analyse ou d'étude ou de tout autre rapport technique dont le ministre a tenu compte.

Approbation Aux fins de l'article 31.43, le ministre approuve, avec ou sans modification, les travaux et l'échéancier de leur réalisation, proposés par le responsable, le cas échéant, au moment où il a fait ses représentations.

Copie au greffier Lorsque le ministre signifie l'avis, il en transmet copie au secrétaire-trésorier ou au greffier de la municipalité sur le territoire de laquelle se trouve le contaminant.

Copie au greffier « **31.45** Le ministre transmet une copie de l'ordonnance au secrétaire-trésorier ou au greffier de la municipalité sur le territoire de laquelle se trouve le contaminant qui doit la mettre à la disposition du public. Il en transmet également copie à toute personne qui lui a soumis, relativement à l'objet de cette ordonnance, une plainte assermentée.

Étude de caractérisation Il transmet également copie de l'étude de caractérisation fournie en vertu de l'article 31.42 au secrétaire-trésorier ou au greffier de cette municipalité qui doit la mettre à la disposition du public.

Publication Le ministre publie l'ordonnance dans un quotidien distribué dans la région où se trouve le contaminant ainsi que dans un quotidien de Montréal et un quotidien de Québec.

« § 2.—Décontamination et restauration des sols

Signification au propriétaire	« 31.46 Le ministre peut, lorsqu'il constate la présence d'un contaminant dans le sol dans une quantité ou une concentration supérieure à celle établie par règlement adopté en vertu du paragraphe <i>a</i> de l'article 31.52, signifier au propriétaire de ce sol un avis l'informant de la présence du contaminant.
Énoncé des motifs	« 31.47 L'avis contient l'énoncé des motifs du ministre, la désignation du lot ou de la partie de lot contaminé et mentionne la possibilité pour le propriétaire de faire ses représentations dans le délai qu'il y indique ainsi que l'obligation pour le ministre d'enregistrer l'avis au bureau de la division d'enregistrement où est situé le lot; il est accompagné d'une copie de tout rapport d'analyse ou d'étude ou de tout autre rapport technique dont le ministre a tenu compte.
Effet	Cet avis prend effet le seizième jour qui suit celui de sa signification ou à toute date ultérieure que le ministre y indique.
Enregistrement par dépôt	« 31.48 Après l'expiration du délai accordé au propriétaire pour faire ses représentations ou après qu'il ait fait ses représentations, le cas échéant, et si les dispositions de l'article 31.46 s'avèrent toujours applicables, le ministre enregistre l'avis par dépôt au bureau de la division d'enregistrement où est situé le sol contaminé. Le registraire l'inscrit à l'index des immeubles sous le numéro de chaque lot ou partie de lot affecté.
Transmission au greffier	Le ministre en avise le propriétaire et transmet copie de l'avis au secrétaire-trésorier ou au greffier de la municipalité sur le territoire de laquelle se trouve le sol contaminé qui doit la mettre à la disposition du public. Il en transmet également copie à toute personne qui lui a soumis, relativement à l'objet de cet avis, une plainte assermentée.
Publication	Le ministre publie l'avis dans un quotidien distribué dans la région où se trouve le sol contaminé.
Autorisation	« 31.49 Le propriétaire d'un sol à l'égard duquel le ministre a enregistré un avis en vertu de l'article 31.48 doit, avant d'en changer ou d'en modifier l'usage, et ce conformément aux règlements de zonage municipaux, d'y entreprendre des travaux d'excavation ou de construction ou de démanteler ses équipements ou bâtiments, demander l'autorisation du ministre et lui fournir:

1° une étude de caractérisation du sol;

2° un programme de décontamination ou de restauration du sol décrivant les travaux visant à le décontaminer ou le restaurer et un échéancier de la réalisation de ces travaux;

3° la description du changement ou de la modification de l'usage ou des travaux d'excavation, de construction ou de démantèlement projetés, selon le cas.

Approbation Le ministre approuve, avec ou sans modification, les travaux de décontamination ou de restauration projetés et l'échéancier de leur réalisation.

Exécution Le propriétaire doit alors exécuter ces travaux conformément à l'échéancier, tels qu'ils ont été approuvés.

Autorisation Le ministre peut autoriser le changement ou la modification de l'usage du sol, les travaux d'excavation, de construction ou de démantèlement après s'être assuré :

1° que les travaux de décontamination ou de restauration ont été exécutés conformément au troisième alinéa;

2° que le niveau de décontamination prescrit par règlement a été atteint.

Renseignement Le ministre peut également exiger du propriétaire tout renseignement, toute recherche ou toute étude dont il estime avoir besoin pour accorder son autorisation.

Étude de caractérisation Le ministre transmet copie de l'étude de caractérisation qui doit lui être fournie, au secrétaire-trésorier ou au greffier de la municipalité sur le territoire de laquelle est situé le sol concerné qui doit la mettre à la disposition du public.

Radiation de l'avis « **31.50** Dans les quinze jours de la constatation de la présence dans le sol d'un contaminant dans une quantité ou une concentration égale ou inférieure à celle établie par règlement adopté en vertu du paragraphe *a* de l'article 31.52 et après avoir avisé dans ce délai le propriétaire de ce sol, le ministre demande la radiation de l'avis par une réquisition au registrateur du bureau de la division d'enregistrement concerné.

Avis au propriétaire Le ministre donne avis de la radiation au propriétaire du sol et au secrétaire-trésorier ou au greffier de la municipalité sur le territoire de laquelle est situé ce sol qui doit le mettre à la disposition du public.

Publication Le ministre publie l'avis de radiation dans un quotidien distribué dans la région où se trouve le sol concerné.

Autorisation « **31.51** Quiconque exerce une activité dont l'exercice, selon le règlement adopté en vertu du paragraphe c de l'article 31.52, est susceptible de contaminer le sol doit, avant de démanteler ses équipements ou ses bâtiments, demander l'autorisation du ministre et lui fournir les documents mentionnés aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa de l'article 31.49 ainsi que la description des travaux de démantèlement projetés.

Approbation Le ministre approuve, avec ou sans modification, les travaux de décontamination ou de restauration projetés et l'échéancier de leur réalisation.

Exécution Celui qui a demandé l'autorisation doit alors exécuter ces travaux conformément à l'échéancier, tels qu'ils ont été approuvés.

Autorisation Le ministre peut autoriser les travaux de démantèlement après s'être assuré :

1° que les travaux de décontamination ou de restauration ont été exécutés conformément au troisième alinéa ;

2° que le niveau de décontamination prescrit par règlement a été atteint.

Renseignement Le ministre peut également exiger de celui qui a demandé l'autorisation tout renseignement, toute recherche ou toute étude dont il estime avoir besoin pour accorder son autorisation.

Transmission au greffier Le ministre transmet copie du document mentionné au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 31.49 au secrétaire-trésorier ou au greffier de la municipalité sur le territoire de laquelle est situé le sol concerné qui doit le mettre à la disposition du public.

« § 3.—Pouvoirs réglementaires

Règlements du gouvernement « **31.52** Le gouvernement peut adopter des règlements pour :

a) établir, pour l'application des articles 31.42, 31.43 et 31.46, les quantités ou les concentrations de contaminants au-delà desquelles tout élément qui compose l'environnement, et qui en contient dans une quantité ou une concentration supérieure, est contaminé ;

b) établir, pour l'application des articles 31.49 et 31.51, divers niveaux de décontamination à atteindre avant que ne soient entrepris

le changement ou la modification de l'usage du sol ou les travaux d'excavation, de construction ou de démantèlement visés à ces articles, ces niveaux pouvant varier selon l'usage du sol autorisé par un règlement de zonage municipal;

c) déterminer, pour l'application de l'article 31.51, les activités dont l'exercice est susceptible de contaminer le sol;

d) déterminer des modes de gestion des sols contaminés et, à cette fin, déterminer la manière dont doivent être exploités et entretenus les usines de traitement ou les lieux d'enfouissement des sols contaminés ainsi que les normes de localisation de ceux-ci. ».

5. Les articles 40 et 63 de cette loi sont abrogés.

c. Q-2,
aa. 40 et
63, ab.
c. Q-2,
a. 96, mod.

6. L'article 96 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du deuxième alinéa et après le mot « approbation » des mots « , autre que celle visée au troisième alinéa de l'article 31.44 » et par l'insertion, dans la quatrième ligne de cet alinéa et après le mot « permis », de « , signifie un avis en vertu de l'article 31.46 ».

c. Q-2,
a. 106.1,
mod.

7. L'article 106.1 de cette loi, modifié par l'article 732 du chapitre 4 des lois de 1990, est de nouveau modifié:

1° par l'insertion, dans la première ligne de la partie de l'article qui précède le paragraphe *a* et après le nombre « 20 », de ce qui suit: « , le cinquième alinéa de l'article 31.42, le troisième alinéa de l'article 31.49 ou le troisième alinéa de l'article 31.51, » et par l'insertion dans la deuxième ligne de cette partie de l'article et après le mot « loi », des mots « ou, de quelque façon, entrave ou empêche l'exécution d'une telle ordonnance ou y nuit »;

2° par le remplacement des troisième et quatrième lignes du paragraphe *b* par les suivantes: « , d'une amende d'au moins 50 000 \$ et d'au plus 1 000 000 \$ dans le cas d'une récidive et d'une amende d'au moins 500 000 \$ et d'au plus 1 000 000 \$ pour une récidive additionnelle. ».

c. Q-2,
a. 107, mod.

8. L'article 107 de cette loi, modifié par l'article 734 du chapitre 4 des lois de 1990, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, des mots « ou des rapports » par les mots « , des études, des recherches ou des rapports, de fournir un document visé au premier alinéa de l'article 31.49 ou au premier alinéa de l'article 31.51 »;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

Amende « Toutefois, s'il s'agit d'une infraction au premier alinéa de l'article 31.49 ou au premier alinéa de l'article 31.51, le contrevenant est passible d'une amende :

a) d'au moins 600 \$ et d'au plus 20 000 \$ pour la première infraction ;

b) d'au moins 4 000 \$ et d'au plus 40 000 \$ pour une récidive. ».

c. Q-2,
a. 109, mod. **9.** L'article 109 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Exception « Toutefois, ne constitue pas une infraction :

1° une contravention à une disposition d'un règlement adopté en vertu du paragraphe a de l'article 31.52, dans la mesure où le contaminant visé à l'article 31.42, 31.43 ou 31.46 a été émis, déposé, dégagé ou rejeté avant la date d'entrée en vigueur de ce règlement ;

2° une contravention à une disposition du règlement visé au deuxième alinéa de l'article 31.42 ou au deuxième alinéa de l'article 31.43, dans la mesure où le contaminant a été émis, déposé, dégagé ou rejeté avant la date d'entrée en vigueur de ce règlement ;

3° une contravention à une disposition d'un règlement adopté en vertu du paragraphe c de l'article 31.52. ».

c. Q-2,
a. 109.1,
mod. **10.** L'article 109.1 de cette loi, modifié par l'article 737 du chapitre 4 des lois de 1990, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du paragraphe b du premier alinéa, de « et d'une amende minimale d'au plus 50 000 \$ et d'une amende maximale d'au plus 1 000 000 \$ dans le cas de toute infraction subséquente » par « , d'une amende minimale d'au plus 250 000 \$ et d'une amende maximale d'au plus 1 200 000 \$ dans le cas d'une récidive et d'une amende minimale d'au plus 550 000 \$ et d'une amende maximale d'au plus 1 500 000 \$ dans le cas d'une récidive additionnelle ».

c. Q-2,
a. 109.3,
mod. **11.** L'article 109.3 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne et après le mot « encouragement », des mots « à refuser ou à négliger de se conformer à une ordonnance ou ».

c. Q-2,
a. 113, mod. **12.** L'article 113 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa et après le mot « gouvernement. », de la phrase suivante : « Le ministre peut également la faire exécuter aux frais des administrateurs et des dirigeants de la corporation qui refuse ou

néglige de la faire et en recouvrer le coût avec intérêts et frais de ceux-ci, lesquels sont tenus solidairement dans les cas suivants :

1° ils ont autorisé ou encouragé la corporation à refuser ou à négliger de la faire ou lui ont ordonné ou conseillé de refuser ou de négliger de la faire ;

2° ils ont toléré que la corporation refuse ou néglige de la faire. ».

c. Q-2,
a. 117, mod.

13. L'article 117 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la première ligne et après le mot « attribuer », de « à la présence d'un contaminant dans l'environnement ou » ;

2° par l'addition, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant :

Domage
aux biens

« Le premier alinéa s'applique à une municipalité eu égard à des dommages à ses biens. ».

c. Q-2,
a. 118.0.1,
aj.

14. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 118, du suivant :

Avis au
ministre

« **118.0.1** Le ministre avise le ministre de la Santé et des Services sociaux lorsque la présence d'un contaminant dans l'environnement est susceptible de porter atteinte à la vie, à la santé, à la sécurité, au bien-être ou au confort de l'être humain.

Avis au
ministre

Il avise également, à cet effet, le ministre de la Sécurité publique et le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation s'il le juge opportun. ».

c. Q-2,
a. 118.1,
mod.

15. L'article 118.1 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le nombre « 25 », de « 31.44, 31.46, ».

c. Q-2,
a. 118.2,
mod.

16. L'article 118.2 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « peut » par le mot « doit ».

c. Q-2,
aa. 118.3.1
et 118.3.2,
aj.

17. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 118.3, des suivants :

Consultation

« **118.3.1** Avant de rendre toute ordonnance qui comporte des dépenses pour une municipalité, le ministre doit consulter le ministre des Affaires municipales.

Approbation

« **118.3.2** Sous réserve de la section VI de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., chapitre D-7), seule

l'approbation du ministre des Affaires municipales est requise de la municipalité qui emprunte pour se conformer :

1° à une ordonnance du ministre rendue en vertu des articles 25, 26, 27, 27.1, 29, 31.42, 31.43, 32.5, du deuxième alinéa de l'article 34 ou de l'article 35 ou 60;

2° à une décision du ministre prise en vertu de l'article 60. ».

c. Q-2,
a. 118.4,
mod.

18. L'article 118.4 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, des mots « ou concernant la présence d'un contaminant dans l'environnement. ».

c. Q-2,
a. 118.5,
mod.

19. L'article 118.5 de cette loi, modifié par l'article 29 du chapitre 49 des lois de 1988, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe *l* du premier alinéa, des suivants :

« *m*) toutes les études de caractérisation et tous les programmes de décontamination ou de restauration demandés en vertu des articles 31.42, 31.49 ou 31.51;

« *n*) tous les avis signifiés par le ministre conformément à l'article 31.46. ».

c. Q-2,
a. 120.6.1,
aj.

20. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 120.6, du suivant :

Administra-
tion
provisoire

« **120.6.1** Lorsqu'une accusation a été portée en vertu de la présente loi et qu'il en résulte une confiscation des biens saisis, le ministre assume l'administration provisoire des biens confisqués et peut en disposer ou prescrire la manière dont il doit en être disposé. ».

c. Q-2,
a. 126, mod.

21. L'article 126 de cette loi est modifié par l'addition à la fin de l'alinéa suivant :

Disposition
non appli-
cable

« Toutefois, la sous-section 2 de la section IV.2.1 du chapitre I ne s'applique pas au ministre de l'Énergie et des Ressources pour les terres du domaine public sur lesquelles il exerce les droits et pouvoirs inhérents au droit de propriété, ou à un autre ministre pour une terre du domaine public dont l'autorité lui a été transférée ou l'administration confiée en vertu de la Loi sur les terres du domaine public (L.R.Q., chapitre T-8.1). ».

Entrée en
vigueur

22. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le 22 juin 1990 sauf celles des articles 31.46 à 31.51, édictés par l'article 4, lesquelles entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.